

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Léa Vicky Magne Domgho, Grégoire Bani et Gert-Jan Stads

Tendances clés

- ▶ Les dépenses de recherche agricole affichent une tendance erratique au cours de ces dernières années. Vu l'importance des recettes du pétrole pour le Congo, les fluctuations des prix mondiaux du pétrole ont un impact important sur les investissements publics, y compris celle de la recherche agricole.
- ▶ En 2016, le pays n'a investi que 0,26% de son PIBA dans la recherche agricole, ce qui est en deçà de l'objectif minimal de 1% recommandé par l'Union africaine et les Nations Unies.
- ▶ Entre 2000 et 2016, l'effectif combiné des chercheurs agricoles à l'IRA et l'IRF (et ses prédécesseurs) a diminué d'un tiers en raison des départs soit à la retraite, soit pour d'autres raisons, notamment le faible niveau des salaires par rapport aux établissements de l'enseignement supérieur.

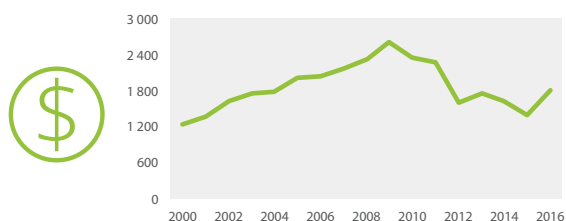
Défis actuels

- ▶ Au Congo, de nombreux chercheurs agricoles titulaires d'un doctorat vont partir à la retraite dans un proche avenir, vu qu'en 2016, près des trois quarts avaient plus de 50 ans, ce qui représente l'un des taux les plus élevés d'Afrique.
- ▶ La recherche agricole a réalisé de bons résultats en matière de développement et d'appropriation de techniques améliorées de production. Toutefois, il reste des défis majeurs à relever, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre du plan directeur de la recherche agricole; l'équipement des différentes structures de la recherche; l'amélioration de la condition sociale des corps de la recherche; la dynamisation et le développement de la coopération scientifique; et le recrutement des jeunes chercheurs.

Évolution institutionnelle

- ▶ Depuis deux décennies, le Congo s'est engagé dans une réforme profonde de son cadre institutionnel et de gouvernance des sciences, des technologies et de l'innovation. Cette démarche a permis la consolidation de nombreux centres de recherche de la DGRST pour former l'IRA, l'IRF et l'IRSEN. Cette nouvelle configuration est censée améliorer la coordination et l'efficacité des efforts de recherche au Congo, ainsi que la rétention du personnel et le recrutement. Le gouvernement ayant approuvé la création de ces instituts en 2012, ils ont commencé à fonctionner en mars 2014.

DÉPENSES DE RECHERCHE AGRICOLE



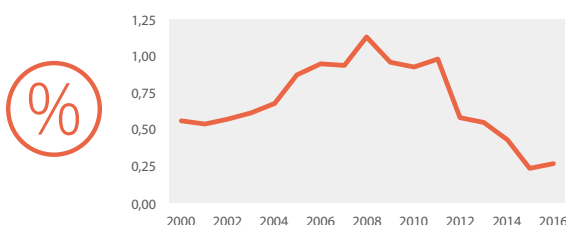
Millions de francs CFA (prix constants 2011)

1 817,8

Millions de dollars PPA (prix constants 2011)

6,3

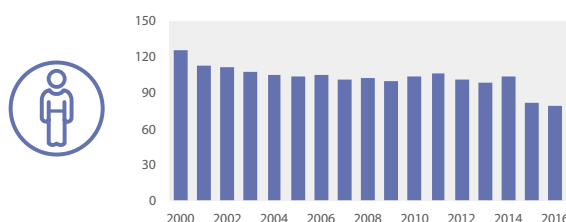
INTENSITÉ DES DÉPENSES



Pourcentage du PIBA consacré à la recherche agricole

0,26%

CHERCHEURS AGRICOLES



Équivalents temps plein

79,2

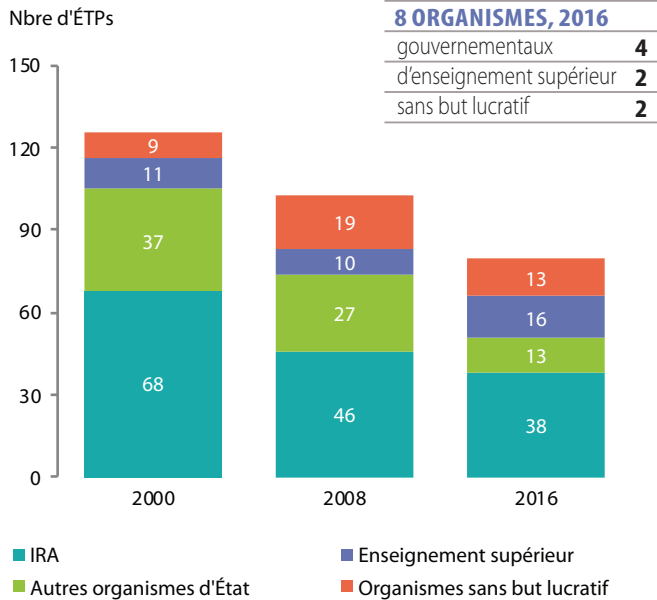
Proportion de chercheurs titulaires d'un MSc et PhD

90%

	RÉPUBLIQUE DU CONGO	CAMEROUN (2015)	RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	RÉPUBLIQUE DÉM. DU CONGO
Millions de francs CFA (prix constants 2011)	1 817,8			
Millions de dollars PPA (prix constants 2011)	6,3	54,6	4,9	27,7
Pourcentage du PIBA consacré à la recherche agricole	0,26%	0,38%	0,40%	0,24%
Équivalents temps plein	79,2	204,9	123,1	553,0
Proportion de chercheurs titulaires d'un MSc et PhD	90%	97%	74%	38%

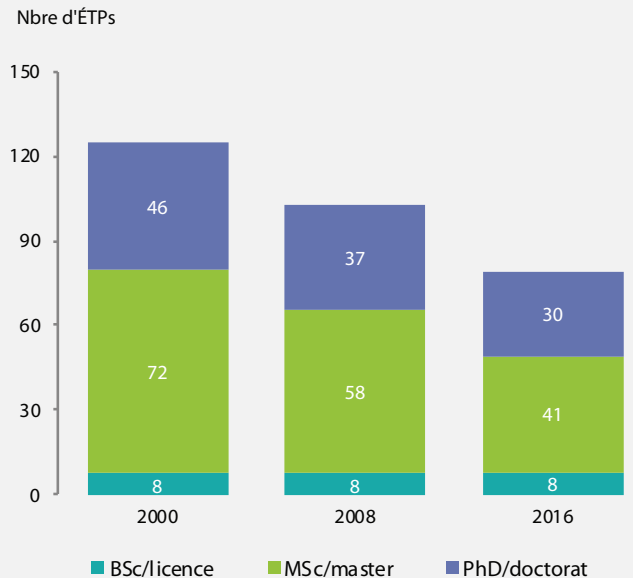
Composition institutionnelle de la recherche agricole

De 2000 à 2016, le nombre de chercheurs agricoles ÉTP a baissé dans les différents secteurs de la recherche agricole du Congo, à l'exception des universités dont les effectifs ont augmenté. La baisse est principalement due aux départs à la retraite et à des démissions. En 2016, l'IRA représentait presque la moitié des chercheurs agricoles du pays.



Chercheurs agricoles, par niveau de qualification

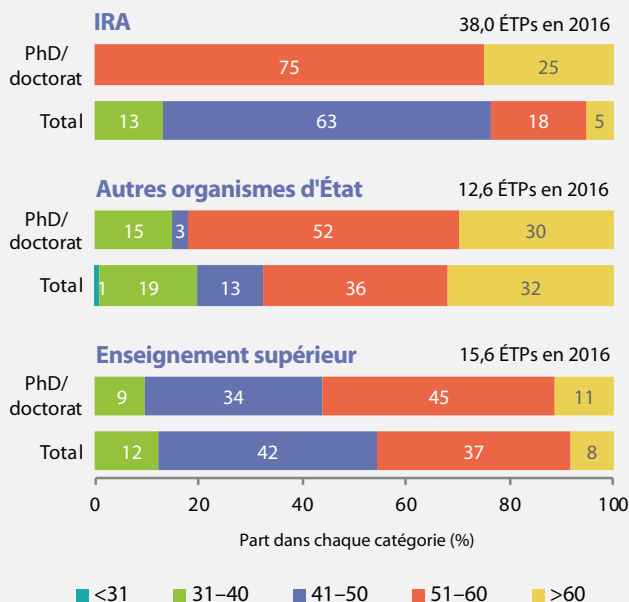
Entre 2000 et 2016, un gel de recrutement, combiné à des départs à la retraite et des démissions, a entraîné une forte baisse (37%) du nombre total de chercheurs agricoles congolais. Cette baisse s'est principalement ressentie dans les catégories des chercheurs titulaires d'un doctorat ou d'un master.



Note: L'IRA ayant été créé en 2015, les données antérieures à 2015 concernaient les agences fusionnées pour donner l'IRA.

Répartition des chercheurs agricoles par secteur et par tranche d'âge

En 2016, tous les chercheurs de l'IRA titulaires d'un doctorat avaient dépassé la cinquantaine, approchant ainsi l'âge de la retraite. Des recrutements et/ou l'organisation de formations doctorales pour les chercheurs de niveau MSc s'imposent donc d'urgence. En moyenne, les enseignants-chercheurs agricoles au sein des universités sont moins âgés que leur collègues au sein de l'IRA et les autres organismes d'État.



Chercheurs agricoles par sexe

Au Congo, 18% des chercheurs agricoles étaient des femmes en 2016, soit une hausse par rapport aux 13% enregistrés en 2008. Toutefois, cette proportion reste faible compte tenu du fait que les femmes constituent le gros de la main-d'oeuvre agricole.



Part des femmes dans chaque niveau de qualification, 2016

BSc/licence **21%** MSc/master **25%** PhD/doctort **9%**

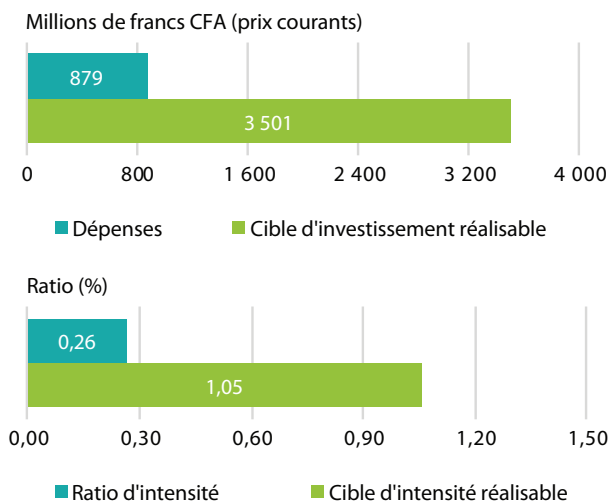
Part des femmes par tranche d'âge, 2016

< 41 **58%** 41-50 **19%** > 50 **0%**

Niveaux d'investissement nécessaires pour combler l'écart d'intensité

L'analyse montre qu'une cible d'investissement dans la recherche agricole de 1,05% (supérieure au 1% recommandé par les Nations Unies et l'Union africaine) est réalisable pour tout pays présentant des conditions économiques similaires à celles du Congo. Or pour atteindre ce but en 2016, il aurait fallu que le Congo investisse 3,5 milliards de francs CFA, soit un supplément de 2,6 milliards (prix courants).

Dépenses réelles et réalisables, 2016

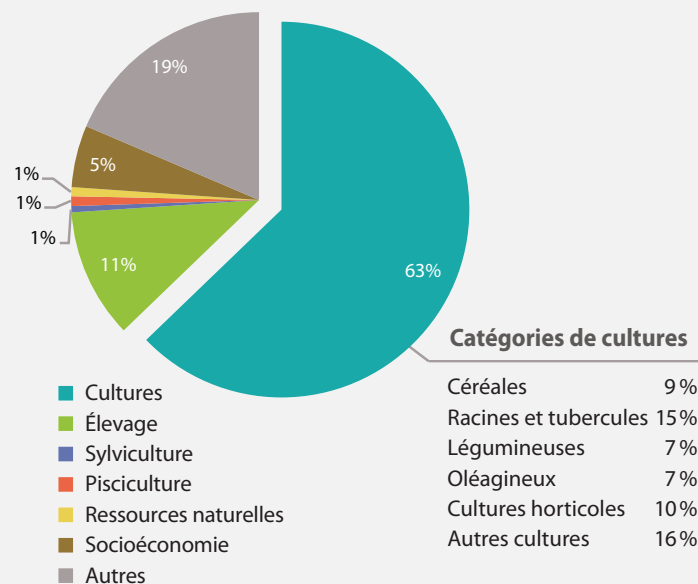


Notes: Les ratios d'intensité traditionnels comparent niveaux d'investissement et PIBA pour déterminer si oui ou non un pays a sous-investi dans la recherche. L'indice d'intensité ASTI intègre des facteurs additionnels qui prennent en compte la taille et la nature de l'économie des pays, ce qui permet de mieux comparer les ratios d'intensité de différents pays. Voir aussi <https://astinews.ifpri.info/2017/07/01/a-new-look-at-research-investment-goals-for-ssa/>.

Chercheurs agricoles, par filière

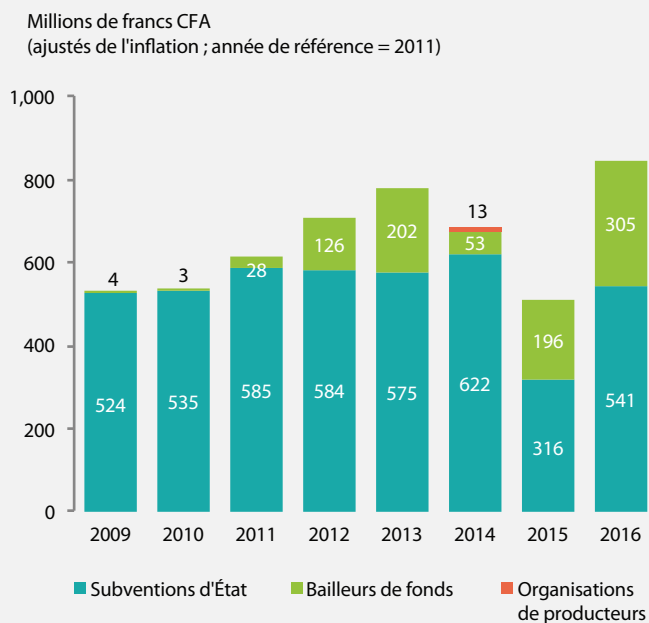
En 2016, les chercheurs agricoles (en ÉTP) étaient répartis comme suit: recherches agronomiques, 63%; zootechniques, 11%; socioéconomiques, 5%; et 1% s'occupait de la sylviculture, de la pisciculture ou des ressources naturelles. Les principales cultures étudiées étaient le manioc, les fruits, les légumes, le riz, le maïs, l'arachide, le soja et le niébé.

Part des chercheurs, 2016



Sources de financement de l'IRA

Entre 2009 et 2013, le financement de l'IRA a progressivement augmenté après quoi elles ont connu une baisse jusqu'en 2015 avant de se redresser en 2016. La forte baisse constatée en 2015, est une conséquence de la crise économique qui a affecté le pays.



Publications récentes de l'IRA évaluées par des pairs

Pour la période 2015–2016, la moyenne annuelle de publication de l'IRA était de 6 articles de revue scientifique, soit moins de 0,1 publication par chercheur ÉTP par an, ce qui représente une performance très faible par rapport à la plupart d'autres instituts nationaux de recherche agricole d'Afrique.

Type	Nombre de publications, moyenne 2015–2016	Par chercheur ÉTP
Articles scientifiques		
revue internationale	2,5	0,031
revue régionale	2,5	0,031
revue nationale	1,0	0,012
Livres	—	—
Chapitres d'ouvrage	—	—
Total	6,0	0,075

Ressources pour la République du Congo

Cette fiche d'information présente les récentes données sur les performances de la recherche agricole au Congo. Elle se concentre essentiellement sur des informations relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles et aux résultats de la recherche, tout en mettant en exergue les tendances, les défis et les changements institutionnels. Des ressources additionnelles sont disponibles sur www.asti.cgiar.org/fr et comprennent :



la page interactive se rapportant à la République du Congo présente des données se rapportant aux investissements et aux capacités de la recherche agricole, un outil pour explorer et télécharger ces données, et des hyperliens pour accéder à une variété de publications spécifiques.



L'outil d'analyse comparative permet de classer et de comparer des indicateurs de recherche agricole de différents pays africains.



L'outil de téléchargement de données permet d'accéder à des graphiques et des ensembles de données ASTI plus détaillés pour la République du Congo et bien d'autres pays.



L'annuaire ASTI répertorie les organismes effectuant la recherche agricole au Congo, en spécifiant leur emplacement et quelques indicateurs clés.

english español contact

INDICATEURS RELATIFS AUX SCIENCES ET TECHNOLOGIES AGRICOLES
Données et analyses d'accès libre sur les investissements de ressources financières et humaines dans la recherche agricole des pays à revenu faible et intermédiaire

Accueil Données Régions Publications Partenaires Présentation Pays

CONGO, RÉP.

Tendances clés
Les dépenses de recherche agricole affichent une tendance ascendante au cours de ces dernières années. Vu l'importance des recettes du pétrole pour le Congo, les fluctuations des prix mondiaux du pétrole ont un impact important sur les investissements publics, y compris celle de la recherche agricole.
En 2016, le pays n'a investi que 0,26% de son PIBA dans la recherche agricole, ce qui est en deçà de l'objectif minimal de 1% recommandé par l'Union africaine et les Nations Unies.
Entre 2000 et 2016, l'effectif combiné des chercheurs agricoles à l'IRA et l'IRF (et ses prédecesseurs) a diminué d'un tiers en raison des départs soit à la retraite, soit pour d'autres raisons, notamment le faible niveau des salaires par rapport aux établissements de l'enseignement supérieur.

Défis actuels
Depuis deux décennies, le Congo s'est engagé dans une réforme profonde de son cadre institutionnel et de gouvernance des sciences, des technologies et de l'innovation. Cette démarche a permis la consolidation de nombreux centres de recherche de la DGRST pour former l'IRA, l'IRF et l'IRSEN. Cette nouvelle configuration est censée améliorer la coordination et l'efficacité des efforts de recherche au Congo, ainsi que la rétention du personnel et le recrutement. Le gouvernement ayant approuvé la création de ces instituts en 2012, ils ont commencé à fonctionner en mars 2014.

Options politiques
Entre 2000 et 2014, les centres de la DGRST ont vu baisser d'un tiers leur effectif total de chercheurs agricoles, suite aux départs à la retraite et aux démissions pour d'autres motifs tels que l'insatisfaction causée par des niveaux salariaux bien inférieurs à ceux que propose le secteur de l'enseignement supérieur. Les postes vacants ne pouvant être pourvus tant qu'une interdiction de recrutement frappait la fonction publique, la part des chercheurs agricoles employés par les centres de la DGRST est passée de 82% du total national en 2000 à 59% en 2014.

Procédures et méthodologies ASTI

- ▶ Les **données sous-jacentes à cette fiche** ont été obtenues principalement par la tenue d'enquêtes primaires, bien que certaines données proviennent de sources secondaires ou des estimations.
- ▶ Par **recherche agricole**, ASTI entend celle du secteur public, de l'enseignement supérieur et du secteur à but non lucratif ; est exclue la recherche conduite par le secteur privé à but lucratif en raison de l'insuffisance des données disponibles.
- ▶ Pour calculer ses statistiques sur les ressources humaines et financières, ASTI se base sur l'**équivalent temps-plein (ÉTP)**, qui prend en compte la proportion de temps effectivement consacré à la recherche par rapport au temps accordé à d'autres activités.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale de 2011 et en **dollars de parité de pouvoir d'achat (PPA) de 2011**. En comparant les prix d'un plus grand éventail de biens et services locaux — par contraste à des biens et services échangés sur les marchés internationaux — les PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des différentes devises que ne le font les taux de change officiels.
- ▶ Les montants que **dépense le secteur de l'enseignement supérieur** pour sa recherche font l'objet d'une estimation, car il s'avère impossible de les isoler des autres dépenses du secteur.
- ▶ Notez que l'**arrondi des décimaux** peut faire en sorte que le total soit supérieur ou inférieur d'une unité à la somme des parts.



Pour de plus amples informations sur les procédures et méthodologies ASTI, consultez www.asti.cgiar.org/fr/methodology.

Sigles et acronymes

DGRST	Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique
ÉTP	Équivalents temps plein
IRA	Institut National de Recherche Agronomique
IRF	Institut National de Recherche Forestière
IRSEN	Institut National de Recherche en Sciences Exactes et Naturelles
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux de change)
R&D	Recherche et développement expérimental

Concernant ASTI, IFPRI et IRA

En collaboration avec un vaste réseau d'institutions internationales et d'organismes nationaux et régionaux de R&D agricole, le **programme ASTI sur les indicateurs relatifs aux sciences et aux technologies agricoles** constitue une source fiable d'information sur les systèmes de R&D agricole du monde en développement. ASTI relève de l'**Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)** qui, en tant que membre du CGIAR, propose des solutions empiriques aux problèmes de la faim, la malnutrition et la pauvreté. L'**Institut national de Recherche Agronomique (IRA)** est le principal organisme de recherche agricole de la République du Congo. Il relève du Ministère de la Recherche Scientifique et mène des recherches sur les cultures et l'élevage.

ASTI/IFPRI et IRA remercient les organismes de R&D agricole ayant participé et contribué à la collecte des données et à la rédaction de cette fiche d'information. ASTI remercie également la Fondation Bill & Melinda Gates et le programme de recherche du CGIAR sur les politiques, institutions et marchés d'avoir apporté un soutien généreux à ses travaux en Afrique subsaharienne. Cette fiche constitue un produit ASTI direct qui n'a pas fait l'objet d'une évaluation par des pairs ; les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions ni de l'IFPRI ni de l'IRA.

Copyright © 2018 Institut international de recherches sur les politiques alimentaires et Institut National de Recherche Agronomique. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et IRA). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpricopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.